



Un an après l'élection de Nicolas Sarkozy, les Français ont la gueule de bois. On leur avait promis croissance et pouvoir d'achat : ils n'ont ni l'une, ni l'autre. Le coût de la vie augmente, les rémunérations stagnent, la vie est plus dure. La précarité, loin de reculer, s'étend, à mesure que la droite poursuit son entreprise de casse du modèle social et du droit du travail. Aucune perspective d'amélioration ne se fait jour, la défiance s'installe : l'indice de mesure du moral des ménages vient même d'atteindre son plus bas niveau depuis sa création, en 1987.

Décus par un pouvoir brouillon qui leur a menti, nos concitoyens nourrissent de vives inquiétudes pour leur avenir et celui de leurs enfants, dans un contexte international de ralentissement économique majeur et de crise écologique et alimentaire sans précédent. Alors que chaque jour illustre les excès d'un capitalisme déréglementé, notamment l'hypertrophie financière au profit d'une hyperclasse mondiale qui s'enrichit à coup de stock-options et de parachutes dorés d'un montant démesuré, la gauche peine à proposer, en Europe et dans le monde, une alternative qui soit économiquement crédible et durable sur le plan environnemental, socialement juste et électoralement viable.

« Où est la gauche ? », entend-on de toute part. « Que propose-t-elle ? Réglerait-elle mieux que la droite les problèmes qui se posent ? »

La gauche française, alors qu'elle est devenue la championne des scrutins locaux, vient pour la seconde fois de perdre les élections générales. Sa dernière victoire à l'élection présidentielle remontera, en 2012, à près d'un quart de siècle.

Au-delà d'une alternative à l'UMP, que beaucoup de nos concitoyens espèrent et attendent, c'est la nouvelle gauche européenne qu'il faut faire émerger. Pour tracer les chemins d'une société moins dure, plus juste, plus solidaire, tout en répondant à la crise écologique par une préservation et une meilleure gestion des ressources naturelles ou non renouvelables, il s'avère indispensable de penser le monde et de prendre l'exacte mesure de l'expansion, depuis trente ans, du capitalisme globalisé. Les rapports entre les forces du travail et un capital en mutation accélérée doivent être conçus à partir d'une nouvelle articulation entre le cadre national et le cadre géopolitique pertinent qui, pour nous Français, sera nécessairement européen. Il s'agit de dégager de nouvelles marges de manœuvre, d'encourager l'innovation dans les secteurs de l'économie confrontés à la

concurrence internationale, d'aller vers une croissance plus respectueuse de l'environnement tout en recherchant, dans les espaces non marchands, un haut niveau de services.

Tel est l'enjeu pour toute une génération de socialistes.

Notre Congrès doit surprendre. L'heure n'est plus aux accommodements, aux faux semblants, aux clivages dépassés ou aux querelles de personnes. Le temps qui s'ouvre est celui du renouveau. Nous voulons une nouvelle donne globale, pour offrir aux Français, bientôt, une nouvelle gauche.

Nous disposons désormais d'un socle commun : la déclaration de principes. Le Parti socialiste s'y accepte comme réformiste, attaché à la transformation sociale, écologiquement responsable, européen, laïque et féministe. Pour lui, les conditions de vie des êtres humains sont essentielles. C'est à partir de ces valeurs qu'il nous faut travailler, dans les deux prochaines années, à apporter des réponses concrètes aux problèmes de nos concitoyens.

Plus que jamais, l'effort qu'il nous faut fournir est celui de l'adaptation de notre analyse de la société, de nos orientations et de nos moyens d'action à l'époque et au monde d'aujourd'hui. L'avenir de la France, de l'Europe et de la planète est ouvert : il va nous offrir des chances nouvelles mais aussi nous exposer à des menaces. A nous de tirer le meilleur parti des premières tout en nous prémunissant efficacement contre les secondes.

A la fatalité, à la résignation qui inspirent le retrait de l'action publique prôné par les libéraux, nous devons opposer notre volonté collective de prendre à bras le corps les défis du moment. Nous devons dénoncer le discours par lequel la droite se présente comme réformatrice quand nous serions les conservateurs. Contre le parti de l'ordre établi, nous devons à nouveau incarner le mouvement. Contre ceux qui prônent une troisième voie supposée exister entre socialisme et capitalisme, nous réaffirmerons nos idéaux de toujours : la solidarité et la justice, le bien-être et l'autonomie pour tous, la paix et le développement par la coopération, la préservation des ressources naturelles et des équilibres écologiques de la planète. Nous y ajouterons une exigence : proposer les moyens d'assurer la réalisation concrète de ces idéaux en ne se contentant pas d'une proclamation de principes.

Il est clair qu'il existe, aujourd'hui, un besoin de gauche. Des émeutiers de la faim à ceux qui, en Europe ou en France, se mobilisent pour défendre la protection sociale, l'accès de tous aux biens essentiels et les services publics, tous appellent à une plus forte régulation des marchés et à une intervention publique renouvelée au service de la justice sociale.

Méfiant par tradition à l'égard de la personnalisation du pouvoir qui est au fondement même de la Cinquième République, nous refusons la présidentialisation du régime qu'accentue encore le mode d'exercice du pouvoir de Nicolas Sarkozy. Cette présidentialisation, nous en constatons tous les jours le caractère néfaste, voire

choquant. Certes, le quinquennat a fait de l'élection présidentielle le scrutin qu'il faut remporter : sans cette victoire, un succès aux élections législatives est devenu inconcevable. Mais cet impératif ne nous contraint nullement à choisir notre candidat plus de trois ans à l'avance.

Nous refusons donc la présidentialisation du parti, qui est étrangère à notre culture. Nous sommes convaincus que, dans la situation actuelle, elle nuirait fortement à l'élaboration d'une doctrine, au nécessaire renouvellement des équipes et à l'efficacité de l'organisation, qui sont aujourd'hui nos priorités.

Le Congrès de Reims doit être le point de départ d'un travail dans la durée, qui vise à rendre à la gauche sa crédibilité. Respectons les échéances. L'urgence, pour nous, est de définir un programme de travail sincère. C'est ce que nous proposons. Il reviendra au prochain Premier secrétaire et à l'équipe dont il s'entourera de le mettre en œuvre, en s'attachant à mobiliser l'énergie de tous les adhérents.

Menons la réflexion de fond, en nous appuyant sur ce qui a toujours fait notre richesse : le débat collectif. Ouvrons-nous sur la société. Recréons une offre de gauche. Et surtout, faisons mentir l'idée selon laquelle le Parti socialiste ne serait qu'une machine à désigner des candidats, incapable de concevoir un projet au point qu'il en sous-traiterait le soin aux clubs et fondations qui sont proches de lui.

Ce n'est que lorsque nous aurons accompli, ensemble, ce travail, que le moment viendra de choisir celle ou celui qui portera notre projet à l'élection présidentielle. **Dès à présent, nous proposons que ce choix s'opère dans le cadre de primaires qui seront organisées par le Parti socialiste au printemps 2011, après son congrès, et auxquelles pourront prendre part, sans exclusive, tous ceux qui se reconnaissent dans les idées de progrès que nous portons.** Nous pensons que c'est ce calendrier qui garantira à la fois la richesse de notre projet et la meilleure articulation entre le Parti et son candidat à l'élection de 2012.

Quels objectifs le Congrès de Reims doit-il fixer ?

Les enjeux auxquels nous sommes aujourd'hui confrontés doivent nous conduire à poursuivre quatre grands objectifs.

I - Définir un nouveau modèle de développement

A l'heure où le pilonnage médiatique de la droite tend à faire assimiler course à la modernité et acceptation de la supériorité du marché, nous affirmons que la modernité consiste, au contraire, à inventer le modèle de développement qui intégrera le mieux la justice sociale et la préservation de l'environnement. Car comment pourrions-nous nous satisfaire d'un marché qui, lorsqu'il n'est pas encadré, est aveugle à long terme, perversi par les oligopoles, asservi par les effets conjoints des évolutions technologiques et de la spéculation ?

Si nous reconnaissons depuis longtemps l'utilité du marché pour produire les richesses nécessaires au développement des sociétés, nous plaçons depuis toujours au cœur de notre action la lutte contre les déséquilibres économiques, les dégâts écologiques et les injustices sociales et territoriales engendrées par le capitalisme. Loin d'avoir perdu sa raison d'être, ce combat retrouve toute son acuité face à la mondialisation financière et aux nouvelles formes de domination qu'elle engendre. **Or nous refusons l'alignement de notre modèle social sur les standards néolibéraux que la droite voudrait nous imposer.** Socialistes, et donc internationalistes, nous militons plus que jamais pour une autre répartition des richesses à l'échelle planétaire et ne pouvons nous résoudre à l'approfondissement de la fracture entre le Nord et le Sud.

Il est temps pour nous de tirer toutes les conclusions que suscite un modèle de croissance qui n'a pas démontré sa capacité à permettre une bonne allocation des ressources et une bonne répartition des richesses créées, car les limites de la capacité de portage de la planète et des écosystèmes sont atteintes ou en passe de l'être.

En rupture avec la thématique du déclin, de nombreuses expériences apparaissent dans le monde, qui prouvent qu'il est possible de restaurer des écosystèmes dégradés et de rétablir leur capacité à se régénérer. Il est temps, pour le Parti socialiste, de travailler à ce que les idées rattrapent le réel, pour faciliter, demain, l'orientation de l'action publique vers la solidarité, la démocratie, la préservation des écosystèmes et des ressources nécessaires au développement des sociétés humaines. En d'autres termes, d'aller vers ce que le PSE appelle la « croissance verte ».

Car nous considérons, avec les socialistes européens, que le développement durable est le seul principe de base responsable pour l'action politique et économique. Il impose de préparer l'avenir, en résistant au primat du court terme et à la suprématie de la logique du marché.

Il nous faut être attentifs aux conditions de création des richesses, car on ne pourra jamais redistribuer que ce qui est produit. Nous devons ainsi répondre à l'enjeu de la croissance et de la compétitivité française en réhabilitant le volontarisme économique. Et nous ne désignons pas par cette expression l'incantation à la croissance économique dont le chef de l'Etat ponctue ses rodomontades, et qui est dépourvue de toute concrétisation politique. Aux antipodes du désengagement néolibéral, nous pensons au contraire que la puissance publique – Etat et collectivités territoriales – doit retrouver un rôle stratégique pour encourager le développement de l'investissement productif et de la recherche, la diffusion des progrès technologiques, la prospection des marchés internationaux, l'essor de nouveaux services, de l'économie sociale et solidaire, mais aussi pour favoriser la reconversion des territoires fragilisés. L'investissement dans l'éducation et la recherche est, du reste, une condition de la survie de nos économies, concurrencées par des pays émergents capables de former, chaque année, des centaines de milliers de chercheurs et d'ingénieurs hautement qualifiés, mobiles et moins coûteux.

Par opposition à la spéculation financière, qui détourne le capital des investissements indispensables, par opposition à la politique de la droite, qui, en France, privilégie la rente, la gauche doit soutenir la prise de risque entrepreneuriale. Après un cycle qui fut favorable aux salaires durant les Trente Glorieuses, la répartition des gains de productivité est devenue exagérément favorable au capital, au détriment du travail et de l'investissement. Nous devons parvenir à une répartition plus juste, mais aussi plus efficace, entre les facteurs de production.

La mondialisation étant aujourd'hui déréglementée et dérégulée, nous voulons en retrouver la maîtrise par une réglementation négociée, adossée à toutes les formes de régulation. **Nous plaidons notamment pour un commerce international régulé.** Les échanges ne peuvent continuer à se faire au détriment des pays du Sud. Au nécessaire respect des clauses sociales et environnementales oubliées du Traité fondateur de l'OMC, il s'agira d'ajouter de nouvelles garanties sociales et environnementales, afin d'assurer la loyauté dans les échanges mondiaux et une démocratisation des instances de régulation internationale, dans le cadre d'une stratégie diplomatique alternative à l'alignement sarkozyste sur le bloc anglo-saxon.

La révolution écologique oblige à une solidarité planétaire. Pour la première fois, l'impératif environnemental prévaut sur la force des marchés : il va constituer un levier puissant pour imposer par la voie de l'action politique des disciplines à cette économie suicidaire qui puise sans aucune limite et sans aucun frein dans les ressources de la planète. Cette nouvelle donne écologique renouvelle plus fondamentalement encore notre vision même des besoins humains. Aux antipodes d'une approche purement matérialiste du bien être, nous accordons aux questions de santé, de qualité de vie, de préservation des cadres naturels, une importance décisive. Nous croyons nécessaire d'enrichir la notion et la mesure même de la croissance, pour faire une place aux dimensions qualitatives, aux enjeux sanitaires et

éducatifs, au développement des services à la personne, à l'économie sociale et solidaire et à la sphère non marchande.

La crise énergétique mondiale affecte directement la répartition des fruits de la croissance : la hausse des prix de l'énergie et celle des produits de base élimine, quand elle ne les dépasse pas, les faibles progressions des revenus des ménages les moins favorisés. La baisse du pouvoir d'achat est une perspective qui risque de durer et de frapper de plus en plus de nos concitoyens. L'expérience des deux chocs pétroliers de la fin du XXème siècle nous a enseigné qu'il n'y avait pas d'alternative macroéconomique à l'absorption par les ménages du surcoût de l'énergie et des produits de base. **C'est ce qui rend d'autant plus nécessaire le changement de modèle de développement, la lutte contre la dépendance au pétrole et le soutien à la relocalisation de certains circuits économiques.**

Nous proposons que la France mette en œuvre une nouvelle politique énergétique fondée, dans l'ordre, sur les économies d'énergie, la promotion de l'efficacité énergétique et le développement massif des énergies renouvelables, déconcentrées et décentralisées. Cette politique de recherche systématique d'amélioration de l'efficacité énergétique du pays est la seule voie crédible pour traiter sérieusement la crise climatique et apporter une vraie réponse à la crise du pétrole.

Le vieillissement de la population induit de profondes mutations sociétales, dont le politique doit se saisir. Les questions de l'augmentation de la population active par le soutien à la natalité et à l'immigration, de l'accessibilité des services publics, des temps de formation, de travail et de loisirs tout au long de la vie, des objectifs quantitatifs et qualitatifs des régimes de solidarité entre les générations, doivent être abordées sans tabou.

Enfin, le souci que nous avons du bien-être des générations qui nous suivent impose de ne pas leur léguer une montagne de dettes qui obérerait, voire annihilerait l'action publique. Nous devons lutter contre les déficits, notamment par la remise en cause des avantages fiscaux d'autant plus injustes qu'ils sont injustifiés, tout en stabilisant les prélèvements obligatoires par une réforme de l'Etat audacieuse et concertée et un investissement social plus efficace. Pour la droite, la réforme est purement comptable : elle consiste à paupériser les services publics pour en justifier, ensuite, la privatisation. Proposons au contraire d'améliorer leur efficacité et leur qualité - qualité de gestion, transparence des dépenses, qualité du service rendu aux usagers - pour réaffirmer leur légitimité. **Qu'il s'agisse de la lutte contre le chômage, de l'éducation, de la police ou de la justice, nous militons pour un Etat efficient dont les actions soient mieux ciblées sur les besoins réels.**

II - Promouvoir l'égalité réelle.

Nous doutons que les Français aient quoi que ce soit à attendre de la fausse radicalité d'une rupture annoncée avec le capitalisme dont on sait ce qu'elle a humainement et socialement coûté. Adeptes d'une politique qui s'appuie sur les réalités, nous ne nous résignons pas pour autant à réduire le socialisme à un pragmatisme gestionnaire ou à un réformisme purement défensif, qui ne feraient que combattre les dégradations de l'Etat social et du modèle républicain. Nous pensons que la gauche doit continuer à œuvrer à la concrétisation de l'utopie qui est, depuis la Révolution française, au cœur de sa vocation.

Notre nouvel horizon de transformation sociale réside dans une lutte massive contre les mécanismes de « reproduction sociale » qui font perdurer les privilèges de naissance. Face à une droite qui se dit libérale alors qu'elle est banalement conservatrice, reproduisant de génération en génération les inégalités de patrimoine et de savoir, nous devons incarner la recherche de l'égalité réelle des chances, en affirmant notre volonté de donner à chacun les moyens d'accéder au « capital culturel », de déployer ses talents et de trouver sa juste place dans la société. Notre projet pour l'école, l'université et la formation professionnelle devra donc occuper un rôle central.

Nous revendiquons la « valeur travail » comme vecteur d'émancipation et d'accomplissement de l'individu. Mais l'émancipation par le travail, loin d'être un fait acquis pour tous, demeure un combat. **Au « travailler plus » de Nicolas Sarkozy, nous opposons le « travailler mieux » :** le refus de la précarisation de l'emploi, la protection de la santé au travail, la participation des salariés à la gouvernance de leur entreprise, l'accroissement de la mobilité professionnelle par la valorisation des compétences, l'articulation entre les temps consacrés au travail, à la famille ou à la culture sont nos préoccupations constantes.

La volonté d'étendre les libertés et de permettre à chaque individu de s'émanciper en lui fournissant les moyens de choisir sa façon de vivre, ses liens, ses affiliations, ses références et ses pratiques culturelles demeure un principe directeur de notre action. Elle rejoint la nécessité de tenir compte du processus d'individualisation sociale et culturelle qui travaille en profondeur notre société et remodèle les classes traditionnelles. **Qu'il s'agisse des retraites, de l'éducation, des conditions de travail, nous pensons que le socialisme doit mieux prendre en compte la diversité des situations et des attentes qu'elles créent.** Il ne doit pas craindre à nos yeux de contourner le niveau trop homogénéisant du groupe social ou du territoire pour faire désormais davantage descendre, quand c'est possible, l'action correctrice de la politique au niveau même de l'individu.

Cet engagement en faveur des libertés ne nous rend pas sourds à la demande d'autorité et de règles qui émane de la société contemporaine. Si elle résulte pour une part essentielle des effets déstructurants de la crise économique et sociale, la montée des phénomènes d'insécurité au cours des dernières décennies

nous a rappelés aux nécessités d'une liberté ordonnée, d'une meilleure articulation des droits et des devoirs.

Cette prise en compte des réalités et des aspirations individuelles ne nous conduit pas pour autant à cautionner les dérives de l'individualisme contemporain. **Nous refusons la généralisation de la concurrence entre les individus.** Nous combattons la réduction de la politique au consumérisme et à la juxtaposition des revendications catégorielles. Nous pensons ainsi que pour endiguer la dérive communautariste qui nous menace, il faut faire de la lutte contre les discriminations un axe central de la politique sociale. En clair, nous travaillons à une société d'individus où ne pèseraient plus les privilèges de naissance et les déterminations de classe, où chacun aurait tous les moyens de réussir et de s'accomplir sans l'intervention de la collectivité. Attachés au pari des Lumières et à la force des solutions collectives, nous refusons la perspective d'une société atomisée et défendons la nécessité de construire et de faire vivre des institutions communes au service de la justice sociale.

Loin d'épouser les antagonismes internes à notre base sociale, loin de vouloir jouer à notre tour sur la division des « inclus » et des « exclus », nous souhaitons au contraire que la gauche élabore dans les années qui viennent **un nouveau pacte social et territorial** pour relever le défi de la société « fragmentée ». Celui-ci devra afficher des thèmes fédérateurs (protection contre les effets négatifs de la mondialisation, sauvegarde de la protection sociale, promotion individuelle) et indiquer aux couches populaires et moyennes, aux habitants des cités comme à ceux du monde rural et périurbain ce qu'ils peuvent attendre de la gauche. Nous pensons notamment que la gauche doit continuer à faire de la lutte contre l'exclusion et la pauvreté une priorité politique tout en veillant à ne pas alimenter la critique contre « l'assistanat ». **Elle doit mieux répondre que ne le fait la droite à l'enjeu du pouvoir d'achat, en priorité lorsqu'il porte sur les biens premiers que sont le logement, la santé et l'éducation. Elle doit permettre à tous ceux qui résident en France, d'où qu'ils viennent, d'y vivre dignement.** Elle doit aussi rechercher une répartition plus juste des charges publiques par une réforme fiscale courageuse qui pénalise la rente, encourage l'effort et le travail et épargne les plus démunis.

III - Réaffirmer notre engagement européen.

L'avenir de la France est indissociable de celui de l'Europe. Cette conviction profonde a conduit, depuis 60 ans, les socialistes à s'engager dans la construction européenne, à souvent lui insuffler son orientation politique dans des moments décisifs voire cruciaux, comme l'ont fait tous les gouvernements de Gauche depuis 1981.

Mais l'Europe connaît une crise d'identité et un divorce avec ses citoyens. Entre l'Etat nation et l'espace-monde, comment l'Europe peut-elle être un échelon pertinent de régulation, un lieu de protection et de création de richesse ? Pourquoi, d'ailleurs, vouloir construire une Europe politique ? Alors que la réponse à cette

question était évidente au lendemain de la seconde guerre mondiale, chacun perçoit qu'il faut, aujourd'hui, redonner un sens à l'aventure européenne.

Nous avons perdu du temps et une précieuse énergie sous les derniers gouvernements de droite. Or, le reste du monde bouge, se transforme. De nouvelles puissances s'affirment et bousculent l'ordre des choses. L'Union doit sans tarder se remettre en ordre de marche, retrouver un rythme sauf à être condamnée à l'effacement.

C'est la volonté de bâtir des solidarités politiques transnationales qui permettent de faire face au déploiement du capital qui justifie notre engagement résolu dans l'unification politique européenne. Nous voulons une Europe unifiée et puissante, qui pèse dans les négociations sur le commerce mondial et soit en mesure d'établir en son sein des formes de gouvernance économique et d'harmonisation sociale. Cette conviction nous conduit à militer pour des transferts de compétence, des procédures de décision simplifiées, l'affirmation de principes sociaux, des institutions plus fédérales et parlementarisées.

Dans le cadre de la stratégie de Lisbonne, les Européens se sont dotés, en 2000, d'un ensemble d'objectifs économiques, sociaux et environnementaux. Cette démarche doit être revisitée et un nouveau contenu doit lui être donné. Les engagements pris par les Etats devront faire l'objet d'un mécanisme de contrôle par l'Union qui devra, pour sa part, définir plus clairement ses objectifs et clarifier les moyens à mettre en œuvre, à son niveau, pour accompagner les efforts accomplis. **Renouons avec la démarche qui a prévalu quand Jacques Delors dirigeait la Commission européenne, et agissait aux côtés de François Mitterrand et Helmut Kohl.**

Cela suppose d'abord de travailler avec ardeur pour susciter des synergies en matière de recherche, car l'Europe doit être capable de rivaliser avec les meilleurs, notamment les Etats-Unis. Il faut encourager, d'ici à dix à quinze ans, la création de structures européennes disposant d'une masse critique et d'un niveau d'excellence propres à attirer les meilleurs étudiants au monde.

L'apport des technologies de l'information et de la communication à la croissance doit être vigoureusement encouragé et la réduction des inégalités d'accès au numérique doit devenir un chantier européen prioritaire. De même, l'Union européenne doit utiliser les contraintes qu'elle s'impose en matière environnementale pour en faire un puissant levier en matière de croissance solidaire et responsable (fixation d'objectifs nationaux et européens ambitieux, création d'un prix du carbone pour internaliser le coût de cette pollution)

Il est impensable de relancer l'Europe sans une nouvelle répartition de l'effort budgétaire consenti et sans revoir à la hausse son niveau. Il doit être doublé et porté à 2 % du PIB des Etats membres, le cas échéant par la création d'un impôt européen qui pourrait être assis sur le bénéfice des sociétés.

Nous ne devons pas négliger, car il est fort, le besoin de protection de nos concitoyens. En ce domaine, nous devons avoir une exigence de vérité. Il y a absence de consensus, sans doute durable, au sein des Etats membres. Dans ces conditions, le chemin que nous privilégions est celui de la solidarité. Il suppose d'intensifier plusieurs politiques européennes : des services publics de qualité qui contribuent à la croissance ; une formation professionnelle qui retienne notre approche d'un parcours professionnel nécessairement divers mais sécurisé, l'égalité réelle des chances en luttant dans toute l'Europe contre les inégalités dès la petite enfance. Nous devons aussi faire œuvre de pédagogie, et convaincre les Français que les nouveaux Etats membres, loin de constituer une menace, sont un atout pour l'Europe dans la compétition internationale.

Nous devons aider l'Union à jouer pleinement son rôle, et à l'assumer sans complexe en matière de sécurité. Les débats sur le sens de la puissance européenne sont derrière nous. L'Union a déjà construit, dans certains domaines, des mécanismes efficaces : la politique commerciale commune, la prééminence incontestable qu'elle exerce dans la définition des régulations internationales dans de nombreux domaines économiques en témoigne. Elle joue un rôle central dans d'autres domaines cruciaux, comme la lutte contre la prolifération des armes de destruction massives. Ces mécanismes ne suffisent cependant pas. Sans négliger ses alliés et partenaires, l'Union doit pouvoir compter sur ses propres capacités quand ses intérêts sont en jeu

La montée en puissance de la capacité de l'Europe en matière de défense et de sécurité est une priorité. La mise en œuvre des potentialités du traité de Lisbonne concerne également l'Europe de la défense : elle pourrait devenir la référence mondiale. Le premier seuil à franchir est d'ordre capacitaire, avec la création de moyens propres qui n'existent pas, l'Union se reposant toujours sur les capacités des Etats membres. Elle serait la manifestation d'une solidarité européenne effective et une incitation à une réflexion commune, ne serait-ce que pour définir une doctrine d'emploi. Nous plaçons pour la création d'un corps d'armée européen sous commandement européen. Le second seuil est d'ordre éminemment politique. Il s'agit de la défense commune. Pour nous socialistes, même si nous savons que la démarche ne sera pas aisée, c'est une priorité qui s'inscrit dans le droit fil de ce que le gouvernement de Lionel Jospin avait entrepris avec nos camarades travaillistes britanniques à Saint-Malo.

Mais la sécurité des citoyens passe aussi par l'approfondissement de l'espace de liberté et de justice. Dans ces domaines, la création d'outils communs doit être poursuivie car sa valeur ajoutée est indéniable. La nécessité de préserver des mécanismes démocratiques dans nos sociétés est toujours là. Quand on songe à l'agression de la droite actuelle sur nos droits fondamentaux, l'échelon européen est pour les citoyens une garantie que leurs libertés foulées au pied dans l'espace national trouveront un juge.

Pour mener une stratégie véritablement ambitieuse, pour faire face au défi de la mondialisation et renforcer les capacités de l'Europe à défendre ses intérêts dans le monde, nous devons tabler sur la cohésion et la solidarité entre les Etats membres. Or

la solidarité européenne ne se décrète pas : elle se construit peu à peu, par les politiques communes.

La politique agricole commune doit être refondée pour répondre aux défis du présent. Elle doit être élargie à des objectifs nouveaux (alimentation, santé humaine et animale, aménagement du territoire, environnement). L'environnement est un domaine où la solidarité européenne est évidente : aucun pays n'accepte de handicaper ses entreprises pour lutter seul contre la pollution, mais la taille de l'Union européenne permet de négocier des normes applicables assez largement pour que l'impact sur la concurrence soit limité, surtout si ces normes deviennent la base d'accords internationaux.

De nouvelles formes de solidarité sont donc possibles, de nature à susciter une volonté particulièrement forte d'intégration chez les nouveaux Etats membres.

En réaffirmant ces finalités, nous ne voulons pas ignorer les insatisfactions engendrées par la construction européenne telle qu'elle s'est exprimée en dernière date lors du référendum en Irlande, ni occulter les débats qui ont surgi lors du processus de ratification du Traité Constitutionnel Européen. **Mais nous croyons nécessaire de dépasser ces divergences et de travailler ensemble à la définition d'une stratégie politique des socialistes européens pour faire avancer leurs objectifs communs sur le continent.** Nous veillerons à ce que les prochaines élections européennes soient détachées des polémiques franco-françaises et nous porterons le programme du PSE. C'est la condition d'une clarification des enjeux et de la démocratisation des décisions de l'Union, que nous voulons plus proche des citoyens et compréhensible par eux.

IV - Reconstruire le Parti socialiste.

Le Parti socialiste a pris du retard. Depuis dix ans, il ne s'est pas préparé à maîtriser les nouveaux enjeux de la période. La tactique a pris le pas sur la projection dans l'avenir, la synthèse a prévalu sur les indispensables choix stratégiques. La réflexion a cédé le champ à la communication, le travail collectif a été éclipsé par la gestion des écuries et des clans.

La conviction qu'en dépit de tout cela, l'exaspération d'un peuple suffirait à garantir la défaite de la droite a été cruellement démentie par les faits. Nous avons déçu les millions de femmes et d'hommes qui nous espéraient à la hauteur des enjeux, parce que nous avons oublié que, dans ce pays, la gauche n'est jamais parvenue à ravir le pouvoir aux conservateurs qu'au terme d'un travail en profondeur. L'imagination s'en est allée, le leadership s'est émietté, la fraternité s'est abîmée, l'énergie du socialisme s'est réfugiée dans les collectivités territoriales.

Et pourtant le Parti socialiste a en lui et autour de lui de formidables ressources. Il se compose de militants dévoués, pour qui l'engagement collectif au service d'un idéal de progrès conserve tout son sens. Ses élus, nombreux et d'une

exceptionnelle qualité, sont confrontés chaque jour aux souffrances de la société française, auxquelles ils s'attachent à apporter des solutions de toutes les générations. Les experts, les intellectuels qui sont proches de nous n'attendent qu'à être remobilisés. Tous ont conservé intacte leur capacité de révolte et d'indignation, et ne supportent pas que la réforme serve de prétexte à la multiplication et à l'approfondissement des injustices.

Valoriser nos atouts, nous redresser sur le plan intellectuel, nous remettre au travail, ensemble : c'est ainsi que nous réussirons ce Congrès, que nous le rendrons utile à la gauche et aux Français.

Rassembler les gauches demeure évidemment l'objectif. Mais quelles gauches ? La situation est profondément différente du moment d'Épinay, où deux grands partis structuraient pour l'essentiel l'électorat de gauche. Le Parti socialiste n'a jamais été plus fort qu'aujourd'hui. Pourtant, avec des alliés électoralement faibles, le Parti communiste et les Verts, et de petits partis, le PRG et le MRC, il peut être durablement impuissant à construire un rapport de forces majoritaire. Et ce paradoxe est encore renforcé par la double concurrence que font peser, à l'extrême-gauche, un gauchisme protestataire et compassionnel qui n'entend pas participer à une alternative politique réelle, et, sur la droite, un centrisme présidentiel qui apparaît de plus en plus comme une aventure solitaire.

Dans ces conditions, il n'y a pas d'autre solution pour les socialistes que d'atteindre une masse critique indispensable à une dynamique victorieuse. La visée d'un parti de toute la gauche est utile. Mais elle s'avère trompeuse si, par là, nous entendons seulement un accord avec quelques morceaux d'appareils. C'est bien une mutation qu'il nous faut accomplir, et qui suppose un profond renouvellement.

Nous avons besoin d'un parti beaucoup plus proche de son électorat, qui donne à ses militants un rôle d'animation politique, et qui, à côté de ses fonctions traditionnelles et essentielles - la définition du programme, la sélection des candidats - développe de nouvelles pratiques.

Nous devons concevoir et construire un parti-réseau, qui associe en permanence les citoyens et les associations à ses définitions programmatiques, qui organise ses relais dans le monde économique et social, pas seulement sous la forme de la section « thématique », mais en acceptant aussi des associations temporaires autour de telle ou telle tâche, de tel ou tel projet. Notre parti doit profondément revoir sa communication, qui ne s'est pas suffisamment adaptée à l'évolution des médias et à l'essor des technologies modernes.

Nous devons également développer des services pour les militants et notre base sociale, en réinventant l'éducation populaire. Surtout, il nous faut accorder toute sa place au travail d'analyse pour comprendre et anticiper les évolutions du monde et de la société, ce qui suppose de revoir les modes de fonctionnement de la Fondation Jean Jaurès, promouvoir des initiatives ouvertes au monde de la recherche, renouer avec la pratique des conventions thématiques.

Mais notre Parti ne se modernisera pas s'il ne devient pas plus démocratique. Pour y parvenir, nous proposons de changer le mode de fonctionnement des instances de direction nationales, en redonnant au Conseil national son rôle d'instance de débats et d'orientation ainsi que son pouvoir de contrôle, en refaisant du Bureau national un lieu de mise en œuvre des décisions. La transparence des travaux de ces instances sera assurée par la création d'une télévision sur Internet et la retransmission de leurs travaux. Enfin, au niveau local, nous entendons réformer les conseils fédéraux, pour qu'ils soient de réelles instances de délibération politique respectant l'expression des différentes sensibilités en même temps que la représentativité des secrétaires de section.

Quel programme de travail pour les socialistes dans les deux années qui viennent ?

Pour trancher les grandes orientations, nous proposons que soient organisées sept grandes conventions dans le cadre d'ateliers de l'alternative ouverts à nos partenaires et à la société civile.

Sept conventions nationales pour 2009-2010 :

- ❶ Imaginer un modèle de croissance qui tienne pleinement compte de la nouvelle donne écologique.
- ❷ Placer au cœur de notre politique la qualité de vie de l'homme au travail
- ❸ Développer un nouveau modèle d'Etat social.
- ❹ Promouvoir une démocratie renouvelée.
- ❺ Garantir la liberté de choix du destin individuel
- ❻ Construire une Europe unifiée et puissante
- ❼ Mettre la France au service d'un monde moins déséquilibré.

Ces conventions devront impliquer les militants et déboucher sur des orientations claires et des réponses concrètes aux problèmes des Français. Elles devront aussi se nourrir de l'expérience et de la réflexion des autres partis socialistes et sociaux-démocrates en Europe et dans le monde.

- ❶ Imaginer un modèle de croissance qui tienne pleinement compte de la nouvelle donne écologique.

Comment retrouver des marges de manœuvre pour l'Etat ? Quels sont les leviers de la croissance ? Les socialistes doivent redéfinir leur corpus doctrinal sur ce sujet, avec pour objectif prioritaire l'économie de l'intelligence, le soutien à l'innovation et à la recherche, une réforme profonde de la formation professionnelle et une remise à plat du rôle de la puissance publique dans l'aide aux territoires fragiles et aux secteurs en difficulté.

Mais ne commettons pas une nouvelle fois l'erreur de croire que l'efficacité gestionnaire est un but en soi. **C'est à un partage plus équitable des fruits de la croissance que nous aspirons, à l'inverse de la tendance qui, depuis les années 1980, réduit la part des salaires dans le revenu national.**

Alors que la droite agit pour construire une économie de la rente, la priorité du Parti socialiste doit être un partage plus juste de la valeur ajoutée, l'inversion du processus de smicardisation qui tire les salaires vers le bas et une mobilisation pour enrayer la précarisation des salariés.

Nous devons aussi rendre la croissance compatible avec l'impératif écologique. Au-delà des principes et des déclarations d'intention dont il a sans doute abusé, le Parti socialiste doit répondre précisément à la question que nous posent les Français : comment assurer la satisfaction des besoins humains sans exposer les moins favorisés aux dommages liés à la crise environnementale ? Réduire les prélèvements sur les ressources non renouvelables comme sur les écosystèmes, favoriser la restauration de leur capacité à se régénérer, sont deux axes de la croissance durable, de la croissance verte que nous voulons. Ils fondent l'espace pour conquérir de nouveaux droits sociaux et environnementaux au bénéfice du plus grand nombre.

La gauche doit agir contre les intérêts industriels et financiers qui entretiennent le statu quo et aider les citoyens à faire face au défi écologique, avec davantage de transports collectifs, une aide à la restructuration des filières dépendantes du pétrole, et, d'une manière générale, une remise à plat de toutes les politiques publiques conçues pendant la période d'euphorie pétrolière (urbanisme, autoroutes, etc.).

Surtout, il faut rompre avec l'idée selon laquelle la prise en compte des impératifs environnementaux serait un frein à la croissance. Elle doit au contraire constituer un facteur de développement, par la mise au point de technologie de pointe, plus propres et réduisant de manière drastique les prélèvements sur les ressources. Nous voulons une société de la connaissance stimulée par le principe de précaution, ce qui exigera une intensification de la recherche et de l'innovation, au service du progrès humain.

② Placer au cœur de notre politique la qualité de vie de l'homme au travail

Dans une économie en mouvement incessant, les salariés ne savent plus pour qui, pourquoi ni jusqu'à quand ils travaillent. La concurrence règne entre eux : entre chômeurs et stagiaires, entre salariés, chômeurs et stagiaires. Elle est attisée par la recherche sans fin d'économies, par l'injonction de performance et par l'instabilité du travail. La pression augmente, engendrant pour certains la démotivation et pour d'autres le stress et la souffrance au travail. Sont maintenus

dans la pauvreté des travailleurs jeunes, précaires, des femmes, tandis que les rémunérations de certains cadres dirigeants atteignent des niveaux record.

La protection et les réponses des syndicats, des prud'hommes, de l'inspection du travail et de la médecine du travail débordés ou bâillonnés sont devenues largement insuffisantes.

Nous devons repenser notre politique d'allègements fiscaux et sociaux de sorte qu'elle ne facilite ni la stagnation des bas salaires, ni l'envolée des hautes rémunérations. **Nous devons rendre effectifs les droits élémentaires des citoyens salariés** : celui de ne pas souffrir, de se défendre efficacement, d'être préparés aux évolutions des métiers et de l'entreprise, d'être valorisés pour leurs apports. Une de nos toutes premières priorités sera de repenser les méthodes, le rôle, le jeu et les moyens des acteurs, de renforcer la présence et le rôle des syndicats, de valoriser les entreprises citoyennes qui respectent les salariés tout en travaillant à l'harmonisation progressive de nos politiques au niveau européen.

③ Développer un nouveau modèle d'Etat social.

Un nouvel ordre libéral s'est mis en place qui rompt avec la tradition de l'Etat social. Il ne se contente pas de faire l'apologie de la propriété et de la liberté du marché mais il limite autant que possible l'intervention publique. Il ne s'agit plus de gouverner à cause du marché mais de gouverner par le marché. L'économie de marché n'est plus le principe de limitation de l'Etat mais le principe de régulation de son action. C'est un Etat sous surveillance du marché et non plus un marché sous surveillance de l'Etat. On passe de l'échange à la concurrence érigée en principe constituant. L'individu est considéré à partir de ses intérêts économiques en tant que consommateur et non plus en tant que producteur. Le résultat, c'est un activisme juridique qui produit un Etat procédural et une dépolitisation de la vie sociale.

C'est dans ce contexte que le modèle français d'Etat-Providence, issu du compromis social de l'après-guerre, soulève désormais un problème d'efficacité et d'équité. **Il doit être refondé sur des bases plus universelles et plus égalitaires.** Avant de proposer de nouvelles prestations, une remise à plat d'ensemble s'impose pour mieux répondre aux attentes de la population.

Nous devons reformuler nos objectifs et nos propositions dans l'ensemble des secteurs où la population attend une intervention publique. Logement social, hôpitaux, transports publics... : rien ne doit échapper à l'analyse et à la recherche de solutions plus innovantes et plus efficaces.

A l'opposé du discours catastrophiste et culpabilisant de la droite qui conduit une réforme comptable et aveugle de l'Etat, le Parti socialiste doit définir les ambitions du service public et les moyens d'une mise en œuvre efficiente et équitable pour l'ensemble de la population et des territoires. **C'est le cœur du projet socialiste**

qui est en jeu, à savoir notre capacité à provoquer et nourrir une énergie collective créatrice de lien social, contre la logique d'atomisation de la droite.

④ Promouvoir une démocratie renouvelée.

Les citoyens en ont assez de l'unilatéral : ils aspirent à davantage d'écoute, de respect et de partage. Nos institutions sont à bout de souffle et désormais directement menacées par l'hypertrophie présidentielle et la violence de pratiques que l'on croyait d'un autre temps.

Faute de revenir sur le principe même de l'élection présidentielle au suffrage universel direct, le Parti socialiste doit engager nos institutions vers une VIème République avec un contrat de législature fondé sur la responsabilité réciproque entre le Premier ministre et sa majorité parlementaire. Cette République doit être dotée de véritables contre-pouvoirs : Parlement renforcé, justice et presse indépendantes, limitation du cumul des mandats.

La démocratie locale doit également prendre sa part dans ces évolutions. Elle a convaincu, mais il reste à effectuer le saut décisif pour faire entrer la décentralisation dans le XXIème siècle, en visant en priorité la démocratisation des instances de coopération intercommunales, qui doivent être élues au suffrage universel, l'engagement pour une régionalisation de niveau européen et la clarification des compétences, s'appuyant sur la réforme de la fiscalité locale et un nouveau contrat entre l'Etat et les collectivités locales.

Au-delà des questions institutionnelles, le Parti socialiste doit redonner un sens aux principes républicains, contre la persistance des discriminations et contre le retour du religieux dans la vie publique. Tirons les leçons des échecs passés et ouvrons-nous à davantage de diversité pour retrouver une parole convaincante et crédible sur le sujet.

⑤ Garantir la liberté de choix du destin individuel

La possibilité d'être maître de son destin est au fondement du projet socialiste. L'éducation et la culture doivent occuper une place centrale dans nos propositions, avec la volonté de dépasser les discours convenus et théoriques et de tracer une action efficace dans la lutte contre les inégalités.

La promesse républicaine de l'égalité scolaire et la démocratisation de l'accès à la culture sont autant de chantiers dont le Parti socialiste doit profondément renouveler l'analyse et les solutions.

Par ailleurs, la gauche perdrait son âme à croire que l'aspiration de la population à davantage de sécurité est une aspiration au retour à un certain ordre moral. **Le Parti socialiste doit poursuivre le combat pour l'émancipation et la liberté de chacun de choisir sa vie.** Il doit aussi œuvrer pour que les conséquences

potentiellement dramatiques du changement climatique n'exposent pas les sociétés humaines à la perte du sens, qui conduirait à la disparition de la démocratie. Avant que ne survienne l'effondrement d'une société, l'Histoire nous enseigne que l'intensification des conflits d'accès aux ressources vitales conduit inéluctablement à l'élimination des plus faibles. Cette perspective est intolérable pour des socialistes.

⑥ Construire une Europe unifiée et puissante

Le non irlandais confirme, pour ceux qui ne l'avaient pas encore compris, le danger que fait courir à l'Union européenne le déficit démocratique dans lequel elle ne cesse de s'enliser. **En sus des orientations proposées dans cette contribution, le Parti socialiste doit, avec la gauche européenne, proposer rapidement des institutions plus fédérales et plus parlementarisées.** Sans cela, l'objectif fondamental de l'harmonisation sociale et les avancées dans les domaines de l'environnement, de l'énergie, de la défense, etc. relèveront du vœu pieux, quand ce n'est pas de l'hypocrisie.

Même si cette évolution nécessite de créer un noyau restreint d'Etats déterminés à aller de l'avant vers des Etats-Unis d'Europe, le Parti socialiste doit reprendre l'initiative. **Il renouera ainsi avec la culture profondément européenne qui fut longtemps la sienne.**

⑦ Mettre la France au service d'un monde moins déséquilibré.

La réduction des inégalités entre le Nord et le Sud est notre objectif, selon trois priorités : la nécessité, pour répondre à la nouvelle donne agricole, de repenser nos propres politiques et nos aides aux pays en développement, la recherche d'un principe de loyauté dans les échanges commerciaux avec l'édiction de normes sociales et environnementales, et une meilleure prise en compte des mouvements migratoires.

Nous devons répondre à la demande de nouvelles régulations face aux excès de la mondialisation, en commençant par le secteur bancaire et celui des marchés financiers, où la crise actuelle appelle l'adoption urgente de nouvelles règles.

La contribution que nous proposons n'est pas une motion, un programme ou un catalogue. Elle s'attache seulement à affirmer la conviction qui s'est imposée à nous, après l'analyse de notre défaite l'an passé, que pour redevenir majoritaire en France, le Parti socialiste doit poursuivre un chemin en trois étapes : penser sur la base de la déclaration de principes, mettre en œuvre un vrai programme de travail collectif et renvoyer au printemps 2011 le choix, par des primaires, de celle ou celui qui portera devant le peuple les propositions qu'il aura conçues dans les deux ans et demi qui viennent.

Ce chemin est pour nous le seul à même de rendre possible la victoire aux scrutins de 2012. Toute autre démarche nous conduirait à la division ou nous condamnerait au statu quo. **Notre responsabilité est immense : des millions de femmes et d'hommes attendent et espèrent que le projet de société que nous porterons soit à la hauteur des enjeux et permette de définir le socialisme du XXIème siècle.**